

## LA LOI POUR TOUS

Consultations légales, par Letarte & Rioux, avocats du Barreau de Québec.

**Avis important.**—Nos correspondants que cette page intéresse sont instamment priés de tenir compte des règles suivantes établies par le journal. 1o Seuls les abonnés peuvent bénéficier de ce service de consultations; c'est pourquoi toute demande de renseignements doit être signée, afin que nous puissions constater si le correspondant est abonné; 2o Les questions doivent être adressées directement au Bulletin; 3o Nos avocats consultants ne sont tenus de répondre qu'aux questions ordinaires, usuelles, concernant les lois qui gouvernent les choses de la vie rurale. Les cas extraordinaires, ou qui nécessiteraient une longue étude, sont choses à traiter entre le correspondant et les avocats; 4o Si le correspondant désire une réponse immédiate, par lettre, nos avocats consultants peuvent exiger des honoraires.

**CONTRIBUTION AUX DÉPENSES SPÉCIALES.**—(Réponse à J. T.)—Q. Plusieurs cultivateurs se sont réunis pour acheter une fabrique de fromage, et tous les actionnaires étaient consentants à payer les dépenses et les améliorations.

Or, l'un des actionnaires, et des plus importants, va porter son lait à une autre fromagerie. Est-ce que cet actionnaire est tout de même tenu aux dépenses et aux améliorations de notre fromagerie, comme les autres?

Est-on capable de lui faire payer les dépenses de l'année précédente, faut-il un règlement pour le forcer à venir à notre fabrique?

R. Les actionnaires d'une fabrique de beurre ou de fromage sont responsables jusqu'à concurrence du montant de leur action; ils sont assimilés par la loi des actionnaires d'une compagnie à fonds social, et nous croyons qu'ils ne peuvent être forcés de faire fabriquer leur fromage par la société dont ils font partie, à moins qu'ils ne s'y soient engagés par écrit.

Nous croyons qu'un règlement ne serait pas suffisant pour obliger les actionnaires à faire fabriquer par la fabrique où ils sont intéressés, car ces règlements sont faits en ce qui regarde la régie ou l'administration de la société de fabrique.

Pour nous, nous sommes d'opinion, comme nous l'avons dit précédemment, qu'il faut le consentement exprès des actionnaires pour les engager sur ce point.

**MANDAT.**—(Réponse à F. S.)—Q. Un individu a reçu le mandat de vendre une coupe de bois à son frère. Cette coupe de bois devait être vendue à \$2,500.00. Le mandataire a trouvé acheteur au prix fixé, mais le mandant, n'ayant donné aucune procuration, a refusé ensuite de vendre à ce prix. Si le mandant consentait postérieurement à vendre la coupe de bois, le mandataire aurait-il le droit d'exiger que cette vente soit faite à ses acheteurs?

R. Il est évident que pour que le mandataire possède des droits sur le mandat, et qu'il puisse l'obliger à remplir une obligation en son nom, le mandataire doit prouver d'abord son mandat, ou en d'autres termes, qu'il a reçu instruction d'agir au nom d'un autre pour telle ou telle fin. S'il n'existe pas d'écrit à ce sujet il sera assez difficile pour le mandataire de prouver son mandat.

Si le mandant décidait ensuite de vendre la propriété, le mandataire pourrait-il forcer son mandant à vendre à son propre acheteur, il y a un fort doute, parce que le mandant peut toujours révoquer ou retirer le mandat qu'il a donné à son mandataire, et dans ce cas, il n'y a plus aucun bien égal entre eux.

**RESPONSABILITÉ DES FRAIS D'ACTION.**—(Réponse à J. O. R.)—Q. Une action réclamant une succession tombée en désuétude fut prise il y a quelques années par les neveux et nièces du défunt. Quelques-uns d'entre eux refusèrent de se joindre aux autres, mais ils furent tout de même portés comme demandeurs dans la cause, et cela hors de leur connaissance. Or, la première nouvelle qu'ont eue ces derniers, c'est une saisie de leurs biens, parce que l'action avait été renvoyée avec dépens.

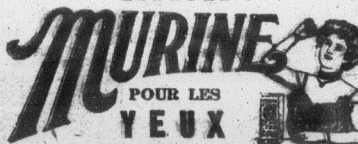
Les intéressés désirent savoir quelles procédures ils doivent faire pour se libérer de cette saisie?

R. Lorsqu'un individu n'a pas donné l'autorisation à un avocat, d'agir en son nom, il peut désavouer ses procédures, en se basant sur les articles 251 et suivants du Code de procédure civile de Québec. Le demandeur pour lequel une action a été prise, sans autorisation, peut désavouer les procédures faites par son procureur, avant ou après jugement. Lorsque le désaveu survient après jugement, il est soumis aux règles de procédure d'une action ordinaire. L'article 252 du Code de Procédure civile déclare que ce désaveu ne suspend pas l'exécution, à moins d'un ordre de sursis donné par le juge.

Notre correspondant ferait donc bien de voir un avocat, et de le charger des procédures en conséquence. La première chose à faire pour les parties intéressées, est de faire une déclaration au greffe du Tribunal, qui a rendu jugement, que les intéressés désavouent l'action dans laquelle ils apparaissent comme demandeurs, parce qu'ils n'ont jamais donné le pouvoir de prendre une telle action. En même temps, demande devra être faite au juge d'un ordre de sursis, c'est-à-dire d'un ordre à l'effet de suspendre les procédures sur la saisie.

Nous tenons à avertir notre correspondant que ces procédures devront être faites en toute diligence, afin de ne pas perdre le privilège, que la loi donne au demandeur dans un pareil cas.

ESSAYEZ



**MURINE**  
POUR LES YEUX

**IRRITÉS PAR LE Soleil, le Vent, la Poussière et la Cendre**  
Ayez constamment les yeux propres et en santé, en employant MURINE.  
Les animaux souffrent des yeux comme l'être humain, ou employez MURINE aussi pour les Chevaux, Vaches, Porcs, Chiens et autres Animaux.  
Recommandé et vendu par les pharmaciens et les opticiens. Envoyez pour avoir notre brochure sur les soins à donner aux yeux.  
**MURINE EYE REMEDY Co.**  
9 East Ohio St. - Chicago, U.S.A.

**LICENCE POUR LES CHIENS.**—(Réponse à R. C.)—Q. Un conseil municipal est-il tenu de faire un règlement pour taxer les chiens de la localité, lorsque la demande en est faite par plus de vingt-cinq contribuables, tous de la paroisse. Si oui, quel est le moyen à prendre pour donner satisfaction, et surtout justice à tous.

R. Il existe une loi pourvoyant à la création d'un fonds d'indemnité destiné aux propriétaires de moutons, qui souffrent des dommages causés à leurs moutons. (5056 George V, Statute de Québec, page 106). En vertu de cette loi, le conseil municipal doit adopter un règlement lorsqu'il en est requis par une requête signée par au moins vingt-cinq contribuables résidant dans la municipalité.

Ce règlement doit être adopté sans délai, à la session générale qui suit la réception de la requête, ou à toute autre session générale ou spéciale, il a pour effet de taxer les chiens de la municipalité dans une certaine proportion déterminée par la loi. Le profit de cette taxe est employé à indemniser les propriétaires de moutons qui perdent quelques-uns de ceux-ci par le fait que des chiens les étranglent ou les blessent, sans qu'on puisse retracer les propriétaires ou les possesseurs de ces chiens.

La taxe annuelle imposée dans des pareils cas est de \$1.00 pour chaque chien, et de \$4.00 pour chaque chienne, gardés dans les limites de la municipalité.

L'indemnité pour chaque mouton accordée aux propriétaires locaux ne doit pas être de plus de \$15.00 et les dommages doivent être fixés par un ou plusieurs évaluateurs compétents, dont les décrets sont d'examiner sans retard les moutons, qui ont subi des dommages de la part des chiens et de déterminer le montant de ces dommages.

**PRESIDENT D'ELECTION.**—(Réponse à G. A. B.)—Q. Un secrétaire municipal a-t-il le droit de charger des honoraires additionnels, lorsqu'il agit comme président d'élection; si oui, quel est le montant qu'il peut demander?

R. Nous croyons que le secrétaire-trésorier peut recevoir certains honoraires, ainsi que le remboursement de ses dépenses lorsqu'il agit comme président d'élection.

En effet, voici ce que l'article 256 déclare: "La corporation peut faire, amender ou abroger des tarifs pour les honoraires et les dépenses des officiers d'élection". Quant à savoir quel montant peut être exigé par le président ou le secrétaire d'élection, pour leurs services durant cette période, nous sommes d'opinion qu'il est laissé à la corporation municipale toute la latitude voulue pour les déterminer, du moment qu'ils sont raisonnables, c'est-à-dire en conformité avec l'importance de la municipalité dont il s'agit.

**CLOTURE MITOYENNE ET ENCLAVE.**—(Réponse à C. D.)—Q. Je demeure dans le premier rang de ma paroisse, mais je possède une terre à bois dans la deuxième concession. Le voisin de ma terre à bois, dont une partie du lot est en culture, m'a demandé de faire une clôture en broche entre sa terre et la mienne; comme je n'ai pas les moyens de faire des clôtures de broches et que j'ai commencé à construire ma clôture en bois.

Ce que voyant, le même voisin, chez qui je passais pour aller sur ma terre à bois, m'a défendu de passer chez lui, bien que je ne lui cause aucun tort. Je désire savoir quelle espèce de clôture je suis obligé de faire, et si mon voisin peut m'empêcher de passer sur sa terre, puisque je n'ai pas de chemin pour me rendre chez moi; puis-je me dispenser de faire la clôture qui ne m'est d'aucune utilité, si mon voisin me refuse le passage?

R. Notre correspondant et son voisin ont chacun leurs droits. Le voisin, en vertu de l'article 505 du Code civil, peut exiger une clôture de ligne entre leur terrain; en effet voici ce que dit l'article 505 C. C.: "Tout propriétaire peut obliger son voisin à faire pour moitié ou à frais communs, entre leurs héritages respectifs, une clôture ou autre espèce de séparation suffisante suivant l'usage, les règlements et la situation des lieux. Nous ignorons si l'usage ou la situation des lieux où demeure notre correspondant les obligent à faire des clôtures de ligne en broches entre leurs terres à bois. S'il n'existe pas de règlement à ce sujet, et que l'usage ne soit pas de faire les clôtures en fil métallique, notre correspondant a le droit de construire sa clôture en bois, comme il a déjà commencé à le faire.

D'un autre côté, notre correspondant a le droit si sa terre est enclavée de passer chez son voisin. Voici en effet ce que dit l'article 540 du Code civil: "Le propriétaire dont le fonds est enclavé, et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut exiger d'un passage sur ceux de ses voisins pour l'exploitation de son héritage, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut causer."

Donc, si notre correspondant cause quelques dommages, en passant chez son voisin, il est obligé de s'entendre avec lui, et lui payer une indemnité pour passer sur sa terre.

(Suite à la page 391)

Rés. Tel. 1385w Bureau Tel. 1022w

**CHARLES M. LE TARTE**

Avocat — Advocat

LE TARTE & RIOUX

52, rue St-Joseph, - Québec, COLLECTON & REGLEMENT

## VOS IMPRIMÉS

### POUR VOTRE COMMODITÉ

nous mettons à la disposition de la clientèle de la campagne et du district, notre service d'impressions. Nous sommes outillés pour exécuter tous travaux d'impressions, entre autres :

FORMULES,  
EN-TÊTES DE LETTRES,  
CIRCULAIRES,

LETTRES DE  
FAIRE-PART,  
FACTURES, etc., etc.

Nos prix sont modiques. Demandez cotations. Prompte livraison.

**LE "SOLEIL" Ltée**

(Département de l'imprimerie)



## Notre garantie ?

Ce sont les milliers de cultivateurs entièrement satisfaits qui nous expédient régulièrement leur crème depuis que nous sommes en affaire depuis des années.

### UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

Expédiez dès demain votre crème à la laiterie par excellence et toujours la meilleure depuis vieille date.

**Laiterie de Québec**

75, Ave du SACRE-CŒUR, QUEBEC.

## BARDEAUX D'AMIANTE "LACHINE"

LAMBRIS et TOITURES



Les Bardeaux d'Amiante "Lachine" sont fabriqués par notre compagnie suivant un procédé unique au Canada, ce qui nous permet d'offrir à notre clientèle un article à l'épreuve du feu, de l'eau, etc.

VINGT ANS d'expérience CONFIRMENT ces avancées.

Nous invitons les personnes intéressées à se procurer notre Circulaire pour Bardeaux d'Amiante à Lambris et Couverture. BAISSÉ SENSIBLE DANS LES PRIX.

Aussi Papier d'Asphalte 1, 2, 3, et 5 plis, papier feutre, papier gris. De plus, blanc de plomb et peintures, vitres, Etc.

**La Compagnie Manufacturière d'Amiante**

78 ST-PIERRE

Phone 2-7773

QUEBEC